
Insécurité alimentaire et culture cotonnière au sud du Tchad : des relations complexes

Géraud Magrin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/28>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.28
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000
Pagination : 525-550
ISBN : 978-2-7132-1363-2
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Géraud Magrin, « Insécurité alimentaire et culture cotonnière au sud du Tchad : des relations complexes », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 159 | 2000, mis en ligne le 20 novembre 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/28> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.28

Géraud Magrin

Insécurité alimentaire et culture cotonnière au sud du Tchad :

des relations complexes

Coton et sécurité alimentaire : l'actualité tchadienne
d'un vieux débat

Dans le cadre du débat ancien portant sur la concurrence entre les cultures de rente et les productions vivrières, le coton apparaissait comme l'une des spéculations les plus controversées. Outre son passé de culture forcée, on lui reprochait d'entrer directement en concurrence avec les céréales des régions de savanes, en appauvrissant les sols, mais surtout en monopolisant la force de travail paysanne aux moments clés du calendrier culturel. Ces reproches étaient d'autant plus véhéments que la priorité accordée au secteur cotonnier ne se démentait pas, malgré les changements historiques, allant des politiques coloniales de « mise en valeur » jusqu'aux projets de développement des États indépendants. Dans un certain nombre de pays africains — notamment les territoires enclavés des zones soudano-sahéliennes — la culture du coton constituait pour les États une indispensable et parfois unique source de devises, alors qu'elle représentait pour les paysans le seul moyen de se procurer des revenus monétaires assurés. Aussi restait-elle au cœur des stratégies économiques étatiques et paysannes, quelle que soit la conscience de ses inconvénients.

Or, ces débats ont été dépassés, du moins dans une certaine mesure. Des études sérieuses ont montré que le développement de la culture de rente, notamment cotonnière, a souvent permis une modernisation générale de l'agriculture (amélioration des techniques culturales, utilisation des intrants, culture attelée) et donc une augmentation des disponibilités alimentaires (Schwartz 1987 : 25-36).

Pour autant, cette relation vertueuse entre le développement du coton et celui des cultures vivrières est moins manifeste au Tchad que dans d'autres pays (Burkina Faso, Togo, Cameroun, Mali¹). Cette différence

1. Voir « Coton — céréales au Mali : une complémentarité harmonieuse », in *Coton et développement*, 17, janvier-mars 1996, pp. 5-15.

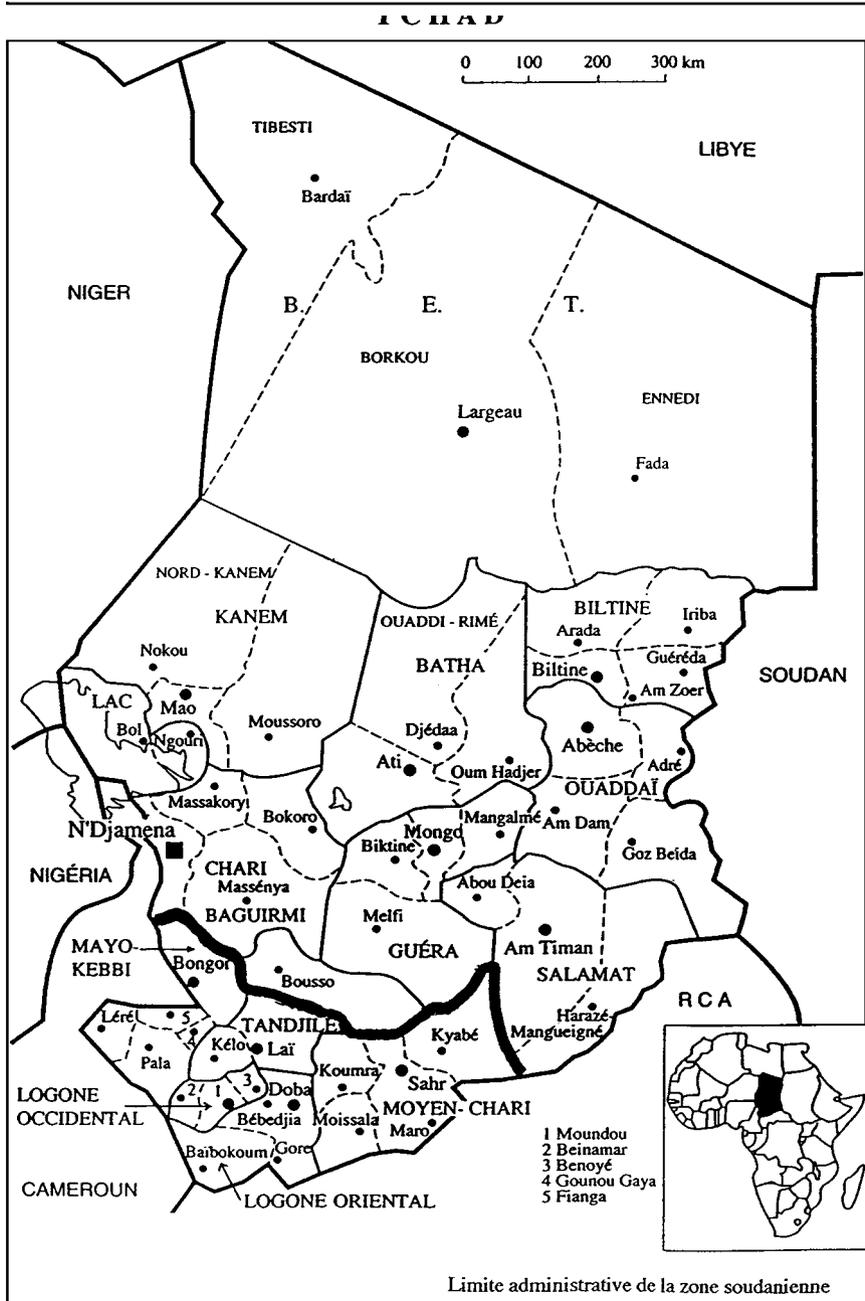
prend sa source dans des épisodes traumatisants qui fondent, à maints égards, la spécificité du Tchad par rapport aux États cotonniers comparables d’Afrique occidentale. La culture forcée du coton y a été développée précocement et à grande échelle ; elle a surtout concentré de façon exclusive et continue toute l’attention de l’encadrement agricole jusqu’à une période récente². Les troubles politiques, qui caractérisent le pays par intermittence depuis une trentaine d’années, ont ainsi longtemps contribué à perpétuer, autour du coton, les anciennes pratiques coercitives, alors que les stratégies paysannes de réaction à l’insécurité les conduisaient à privilégier cette culture spéculative au détriment des céréales, au risque de compromettre la sécurité alimentaire. Cet héritage chargé n’a jamais cessé de peser sur les relations entre les différents acteurs du développement. Des oppositions idéologiques profondes — entre les partisans et les détracteurs de la culture cotonnière — ont entravé l’établissement, dans la zone soudanienne du Tchad, de complémentarités entre la culture de rente et les cultures vivrières.

Une production record de coton et des greniers vides

Le Tchad méridional a toujours bénéficié d’une image très particulière au sein du territoire tchadien. Il est présenté depuis l’époque coloniale comme la région agricole la plus riche du pays. On l’avait alors qualifié de « Tchad utile » — par opposition aux régions sahéliennes et sahariennes, « inutiles » dans le cadre d’une économie coloniale basée sur la production de richesses exportables au bénéfice de la métropole. La pluviométrie abondante devait permettre de bonnes productions de coton et de céréales, qui, d’après des mythes tenaces, étaient censées approvisionner régulièrement la zone sahélienne en cas de sécheresse et de déficit vivrier (Auffret 1974 : 20). Les récentes perspectives pétrolières dans la région de Doba n’ont fait que renforcer cette idée de l’importance déterminante de cette région dans l’économie du pays.

La campagne agricole de 1997-1998 offre par rapport à ces conceptions une image très paradoxale. Pour la deuxième année consécutive, le Tchad enregistre une récolte record de coton — ce qui a pour corollaire l’injection dans le monde rural de revenus inédits. Ce record n’aurait pas été possible sans une pluviométrie clémente, et la récolte de céréales est jugée, *a priori*, globalement satisfaisante. Rien de comparable, donc, avec la sécheresse qui avait provoqué la grande famine de 1984. Or, la région a connu une période de soudure extrêmement difficile, pendant les mois de juillet et août 1998.

2. Les premières politiques cotonnières au Mali, dans les années 1930, reposaient sur la culture irriguée dans le delta intérieur du Niger. Elles s’étaient déroulées, comme au Tchad, dans un contexte extrêmement coercitif, et s’étaient soldées par un échec. L’instauration d’une relation plus vertueuse entre les cultures vivrières et le coton, cette fois cultivé sous pluie, date seulement des années 1970, et concerne d’autres espaces situés au sud du pays.



CARTE 1. — Localisation.

Les médias nationaux ont évoqué la famine qui sévissait dans le sud du pays et recensé des centaines voire des milliers de victimes de la faim dans les Logones et en Tandjilé. La situation a justifié, au mois de septembre, une intervention d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM).

Pour de nombreux observateurs, et notamment pour certains acteurs non étatiques du développement, la relation est évidente : ce sont les excès de la culture cotonnière qui expliquent la crise alimentaire. Ce jugement s'inscrit dans la continuité d'un antagonisme idéologique ancien, où la culture cotonnière est dénoncée comme un vecteur pernicieux des changements que subissent les sociétés rurales, un instrument de la colonisation et de l'État, un agent de propagation de l'économie monétaire et de l'individualisme, une cause de fragilisation économique et de perte de repère socioculturel.

L'enjeu n'est pas ici de présenter une histoire des controverses sur la culture du coton au Tchad, mais d'utiliser l'analyse d'un moment de crise — la disette de l'hivernage 1997-1998 — pour essayer de comprendre les dysfonctionnements d'un système économique et social complexe, du fait des mutations rapides qu'il subit depuis quelques années, où le coton ne serait qu'un élément explicatif des changements. Le raisonnement s'articulera en trois moments. On présentera d'abord le rôle du coton dans les mutations du monde rural au xx^e siècle, et notamment son impact sur la dégradation de la sécurité alimentaire ; puis, à partir de l'exemple de la disette de 1998, on décrira les modalités et les conséquences des épisodes de crise alimentaire, avant de s'attacher à en démontrer la complexité des causes.

Le coton et les bouleversements du xx^e siècle

La sécurité alimentaire dans l'économie précoloniale

Les sociétés du sud du Tchad sont des sociétés de céréaliculteurs, où l'alimentation repose sur la consommation de différentes variétés de mils et de sorghos. Dans un climat soudanien à deux saisons, et dans un contexte économique très peu ouvert aux échanges de produits alimentaires, le stockage et la gestion des réserves de céréales entre chaque récolte jouaient un rôle crucial. Aussi a-t-on pu désigner ces civilisations de savanes soudanaises comme étant des « civilisations des greniers » (Magnant 1983 : 26). Les greniers constituaient ainsi un pôle central autour duquel se structurait l'organisation de l'économie et de la société. Au sein de la cellule de base que constituait le lignage, les anciens contrôlaient les réserves de la communauté. Par des prélèvements sur chacun de leurs fils adultes, ils constituaient des stocks de grain destinés à faire face aux éventuelles difficultés. Toute l'organisation sociale et économique tendait donc vers l'accumulation de réserves de céréales suffisantes, condition de la survie du groupe (*ibid* : 48).

Que la bonne gestion des greniers soit une contrainte vitale pour les sociétés de céréaliculteurs qui vivent au sud du Tchad n'implique évidemment pas que les famines n'y aient pas existé. Certains marquages spatiaux, comme les toponymes, attestent ainsi de l'importance de la préoccupation alimentaire dans les sociétés agricoles de la zone soudanienne. De nombreux villages, parfois anciens, portent le nom de *Maïbo* (du sara *maï* : j'ai fui ; *bo* : la famine), comme *Maïbo Mbaye* (j'ai fui la famine des Mbaye), à 25 km au nord-est de Doba. La datation de l'origine de ces villages demeure toutefois incertaine. En l'absence de sources écrites, on peut obtenir des « vieux sages » ou des chefs de canton la mention de famines précédant l'arrivée des Blancs, antérieures même au « temps de Rabah ». Mais la tradition orale ne permet pas de remonter au-delà de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Or, la deuxième moitié du XIX^e constitua une forte période de déstabilisation dans les pays du sud du Tchad, puisque c'est à ce moment que l'économie de *razzia* atteint son apogée. Il est donc très difficile d'évaluer, dans un contexte supposé « normal », le degré de sécurité alimentaire des populations de l'époque précoloniale.

Le choc cotonnier et ses conséquences

- La culture forcée et la baisse des réserves. — L'introduction de la culture du coton constitua, à partir des années 1930, un facteur décisif des mutations de l'économie et des sociétés rurales. Elle fut d'emblée très impopulaire aux yeux des paysans, et ce au moins jusqu'aux années 1960-1970. D'une part, parce que le coton constituait une incarnation privilégiée de la violence coloniale : sa culture en était obligatoire, chaque paysan devant cultiver une « corde » de coton³. D'autre part, parce que la culture du coton, qui demande un travail minutieux et pénible, concurrençait le mil dans le calendrier agricole (Gaide 1956 : 607). Enfin, le prix payé au producteur était tellement bas qu'il ne suffisait pas à acquitter l'impôt personnel (Stürzinger 1983).

La culture du coton joua par ailleurs un rôle majeur dans la disparition des réserves collectives de céréales au cours des premières décennies de la colonisation, et ceci de façon directe, en contribuant à la baisse de la production agricole. En cela, les effets de la culture du coton s'ajoutèrent à ceux d'autres ponctions opérées par le système colonial — recrutement de tirailleurs, de porteurs, de main-d'œuvre pour la construction du chemin de fer Congo-océan — qui soustraient une part importante de la force de travail masculine aux cultures vivrières. Mais ses effets furent aussi indirects, dans la mesure où l'économie cotonnière fut un vecteur essentiel de la diffusion de l'économie monétaire.

3. La superficie délimitée par la corde a varié en fonction des lieux et des besoins de la métropole ; une corde correspond généralement à un carré de 70 m de côté, soit un demi-hectare (STURZINGER 1983).

- L'argent du coton. — L'argent payé au paysan pour l'achat de son coton présente des caractéristiques très particulières. Les détracteurs de la culture cotonnière en présentent volontiers les effets pervers et spécifiques : il serait l'archétype de l'argent inutile, qui brûle les doigts et que l'on dépense au plus vite, de l'argent corrompeur, qui mène à l'alcoolisme, aux dépenses somptuaires et à l'aliénation vis-à-vis des commerçants.

Pour comprendre le rôle de l'argent du coton dans l'économie agricole tchadienne, il importe de distinguer différentes périodes. Avant la Deuxième Guerre mondiale, les paysans ne bénéficièrent pratiquement d'aucune retombée monétaire de leur culture de coton, vu le très bas prix auquel le coton était acheté. Puis, au début des années 1950, le prix payé au producteur fut relevé, mais il stagna quasiment au même niveau jusqu'aux années 1970. Les revenus cotonniers devinrent alors une composante importante de l'économie agricole. Le prix payé au producteur sera ensuite graduellement relevé, pour connaître une augmentation rapide dans les années 1990. Jusqu'aux années 1990 où le paiement se faisait sur place le jour du marché de coton, une très forte proportion des revenus cotonniers était dépensée le jour même du marché (presque tout dans les années 1950-1960)⁴. Cela s'explique par les caractéristiques de ces revenus : ils représentent des sommes élevées pour les paysans, perçues en une seule fois, et immédiatement dépensées. D'où les jugements de gabegie portés contre l'utilisation de cet argent cotonnier, confortés par l'ambiance de fête que la consommation des alcools traditionnels fait régner autour de ces marchés du coton.

Sur le plan de la gestion annuelle des céréales, en définitive, on reproche à l'argent du coton d'avoir provoqué l'entrée brutale de la zone soudanienne dans une économie de consommation, et d'avoir suscité des besoins nouveaux potentiellement supérieurs à ceux que les exploitations agricoles étaient capables de satisfaire. L'argent du coton ne suffisant pas pour faire face aux dépenses nouvelles, la commercialisation des céréales s'est développée, compromettant le maintien de réserves suffisantes.

- Disettes soudanaises au xx^e siècle. — La diffusion de la culture du coton contribua donc à fragiliser l'équilibre alimentaire du Tchad méridional, où on enregistra un certain nombre d'épisodes de famines ou de disettes. Les souvenirs des « anciens » montrent souvent une correspondance entre ces famines et les grandes famines africaines du xx^e siècle (1913-1914, 1931-1932, 1984-1985). On évoque partout le souvenir d'une grande crise alimentaire « après l'introduction du coton », soit au début des années 1930 — à mettre sur le compte d'une corrélation entre des événements « naturels » (une invasion acridienne) et des éléments d'ordre politico-économique : la déstabilisation des systèmes de culture traditionnels par la mise en place du système cotonnier, aggravée par la pression fiscale accrue, dans le

4. *Étude socio-économique au Tchad 1965*, ministère tchadien du Plan et de la Coopération, INSEE, 1969, p. 49.

contexte de la grande crise des années 1930. Les années 1950 à 1970 correspondent, comme au Sahel, à une période plutôt favorable de paix et d'optimum pluviométrique avant les sécheresses et les troubles politiques des années 1970-1980. La famine de 1984, célèbre surtout pour avoir frappé l'ensemble du Sahel, a également touché fortement la zone soudanienne. Elle fait toujours figure de référence pour les vieux villageois. Outre le déficit pluviométrique, cette crise alimentaire a été aggravée par les troubles importants qui ont suivi la prise de contrôle du sud par les troupes d'Hissein Habré entre 1982 et 1984.

Ainsi, tout au long du xx^e siècle, le sud du Tchad fut caractérisé par une situation d'insécurité alimentaire structurelle, alors même qu'il apparaissait comme une des régions agricoles les plus riches de l'Afrique équatoriale française, puis comme l'espace le plus développé du Tchad indépendant. La culture du coton a eu une responsabilité dans cette fragilisation, mais elle ne fut qu'un élément explicatif parmi d'autres pour rendre compte des changements profonds de l'économie et des sociétés agricoles de la zone soudanienne au xx^e siècle.

Géographie d'une disette : l'hivernage 1998

Alors que les institutions de Bretton Woods se félicitaient des résultats macro-économiques encourageants du Tchad, autorisés par la récolte record de coton en 1997-1998, la dégradation de la situation alimentaire dans le sud du pays entre juin et septembre 1998 atteignit des niveaux inquiétants.

Un problème de mesures

- Questions de méthode. — Le terme de « famine », couramment utilisé par les médias tchadiens et par les paysans eux-mêmes pour désigner la crise alimentaire de 1998, renvoie à une diversité de contenus qui rend son utilisation peu pertinente. On évoque d'ordinaire la notion de famine quand, à la suite de catastrophes politiques (guerres) ou naturelles (sécheresse, inondations) de grande ampleur, un très grand nombre d'hommes (des centaines de milliers) sont menacés de mourir de faim par l'absence quasi totale de vivres, à l'échelle d'une très vaste région (par exemple en Éthiopie en 1984 ou au Sud Soudan en 1998). La situation qu'a connue le sud du Tchad en 1998 correspondrait plutôt à une disette, particulièrement aiguë et accentuée dans certaines zones. Elle s'est traduite par une envolée générale du prix des céréales et par l'absence totale de celles-ci sur certains marchés, mais dans des zones localisées, pendant une courte période. Entre disette et famine, il y a donc essentiellement une différence d'échelle. Échelle différente de l'extension temporelle et spatiale, échelle différente des bilans et

des conséquences sociales, ainsi que des moyens d'intervention mis en œuvre.

Des difficultés méthodologiques se posent pour mesurer et comparer la disette qui a frappé la zone soudanienne du Tchad au cours de l'hivernage 1998 avec d'autres qui lui sont antérieures. Une forte surmortalité a été partout constatée, et une grande détresse a touché une très grande partie de la population. Mais ces observations demeurent difficilement quantifiables. Ainsi, les bilans en « nombre de morts des effets de la famine », communiqués par les médias ou certaines autorités administratives, ne sont guère utilisables à des fins de comparaison. D'une part, parce que les chefs de canton, qui fournissaient ces bilans, sont tentés de gonfler le nombre des victimes, dans l'intention d'attirer davantage d'aide extérieure. Pour la seule sous-préfecture de Moundou rural, on atteindrait ainsi, à partir des déclarations des chefs de canton, un bilan de trois ou quatre mille morts de faim, ce qui semble exagéré. D'autre part, parce que dans une population affaiblie par la sous-alimentation et la malnutrition, les causes de décès sont malaisées à établir.

- Une pénurie d'information. — La disette qui a frappé la zone soudanienne du Tchad en 1998 a semblé beaucoup surprendre à N'Djaména. Son existence y a été reconnue très tardivement, et les interventions d'urgence ont été insuffisantes et tardives : les 473 tonnes d'aide alimentaire du PAM n'ont été délivrées qu'en septembre-octobre, après l'arrivée des nouvelles récoltes. La pérennité d'une perception double du territoire, opposant un « Tchad utile » excédentaire en céréales au Tchad sahélien structurellement menacé de famine, contribue à expliquer l'absence, en zone soudanienne, des outils de prévision et d'alerte mis en place au nord après la grande famine de 1984. L'événement pose donc avec acuité le problème de l'information sur la situation alimentaire dans le sud du pays, mais également celui de l'organisation institutionnelle qui permettrait d'en assurer la régulation. En ce qui concerne l'information, le Système d'alerte précoce (SAP), qui existe au Tchad comme dans d'autres pays sahéliens, ne couvre pas les préfectures méridionales du pays. Le CASAGC (Comité d'action pour la sécurité alimentaire et la gestion des catastrophes) — instance de coordination entre différents ministères concernés, les bailleurs de fonds et les Organisations non gouvernementales (ONG) — a tardé à se réactiver quand le besoin s'en est fait sentir et n'a donc pas pu agir à temps. Quant à l'Office national des céréales, il a été mis en sommeil à la suite des dysfonctionnements constatés à la fin des années 1980 (Arditi & Hankey 1991).

L'inertie institutionnelle s'explique également par des causes politiques. Non seulement les appels de ceux qui pressentaient la gravité de la situation, dès le mois de février 1998 dans la sous-préfecture de Bénoye (ONG, ONDR⁵, Églises), n'ont pas été entendus, mais des pressions assez fortes

5. Office national du développement rural.

ont été exercées pour que des études complémentaires n'aboutissent pas. En effet, dans le contexte d'alors, l'essentiel pour le pouvoir résidait dans les négociations avec la Banque mondiale sur le dossier pétrolier et dans le règlement militaire du problème des derniers mouvements rebelles. Or, certaines zones concernées par les incertitudes alimentaires étaient touchées au premier chef par ces questions militaires, et il n'était pas souhaitable que des rapprochements soient opérés à ce sujet sur la scène publique. Il a donc fallu attendre le mois de juin, la saison des pluies et la fin des opérations militaires, pour que le problème de la disette soit enfin considéré en tant que tel par l'administration territoriale et par l'État.

Les symptômes sociaux

La pénurie de céréales a eu de lourds impacts sociaux, mais leur évaluation impose un examen critique des témoignages que l'on peut recueillir dans la presse ou d'après les rumeurs. Ainsi, on a pu entendre que des enfants avaient été vendus dans les régions de Kélo et Gounou-Gaya à des personnes venues du nord à dos de chameau, ce qui n'a pu être confirmé par les enquêtes sur place. En revanche, il semble que des formes anciennes de mise en gage des enfants au sein du village aient été effectivement réactivées au moment de la soudure. De même, de nombreux enfants ont été livrés à eux-mêmes par leurs parents qui n'avaient plus de quoi les nourrir. Ils sont partis pendant plusieurs semaines, quêter un peu de mil sur les marchés (à Pont Karol, mais aussi à Koumra ou à Sarh). Enfin, des mariages de jeunes filles ont sans doute été hâtés pendant ces temps difficiles, et la dot payée en mil, ce qui a pu être qualifié de vente déguisée.

De façon générale, indépendamment de ces exemples frappants, mais assez isolés, la grande majorité de la population a souffert de la faim entre les mois de mai et de septembre 1998. Si tous les ans les franges les plus pauvres de la société rurale souffrent au moment de la soudure, cette année, seuls les plus riches (les grands agriculteurs) n'ont pas été trop affectés. La catégorie intermédiaire⁶, qui constitue à la fois le modèle et la cible principale des opérateurs du développement, a été durement touchée. Les aspects revêtus par la disette et les stratégies de survie déployées par les paysans sont, au-delà des deux mois d'intensité maximum de la crise, lourds de conséquences à moyen terme. L'affaiblissement lié à la sous-alimentation grève d'avance la récolte future, de même que la pratique du travail pour autrui qui consiste à s'embaucher à la journée sur les champs de producteurs aisés en échange d'argent ou de nourriture. En effet, celle-ci conduit à un cercle vicieux par lequel les paysans les plus fragiles compromettent leurs

6. L'exploitation « moyenne » de la zone soudanienne peut être présentée comme un couple d'agriculteurs avec trois à cinq enfants, propriétaire d'un train d'attelage (une paire de bœufs, une charrue), cultivant 3 à 6 cordes (1,5 à 3 ha) réparties entre coton, mils et arachides, et possédant un peu de petit bétail.

récoltes en travaillant sur les champs des autres, et sont donc chaque année moins capables de franchir le cap de la soudure. Or, ce phénomène a pris en 1998 une grande ampleur.

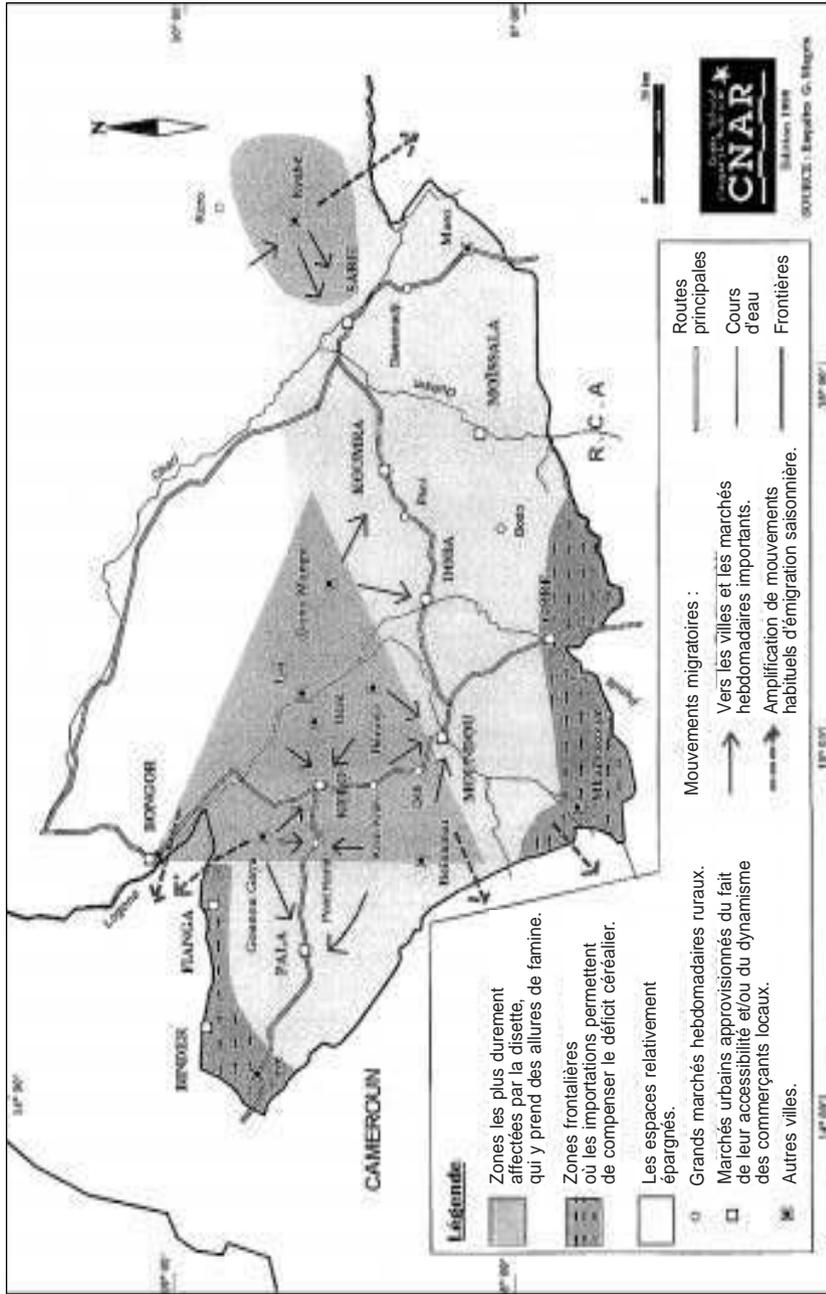
Durant cette période de soudure, on a assisté en outre à des formes inquiétantes de décapitalisation. En plus de la vente de petit bétail, relativement courante, on a vu de nombreux paysans vendre leurs bœufs d'attelage (et même leur charrue), ce qui est beaucoup plus exceptionnel. Cela manifeste l'échec d'un processus d'accumulation et donc le retour vers une précarité accrue.

Une famine à géographie variable

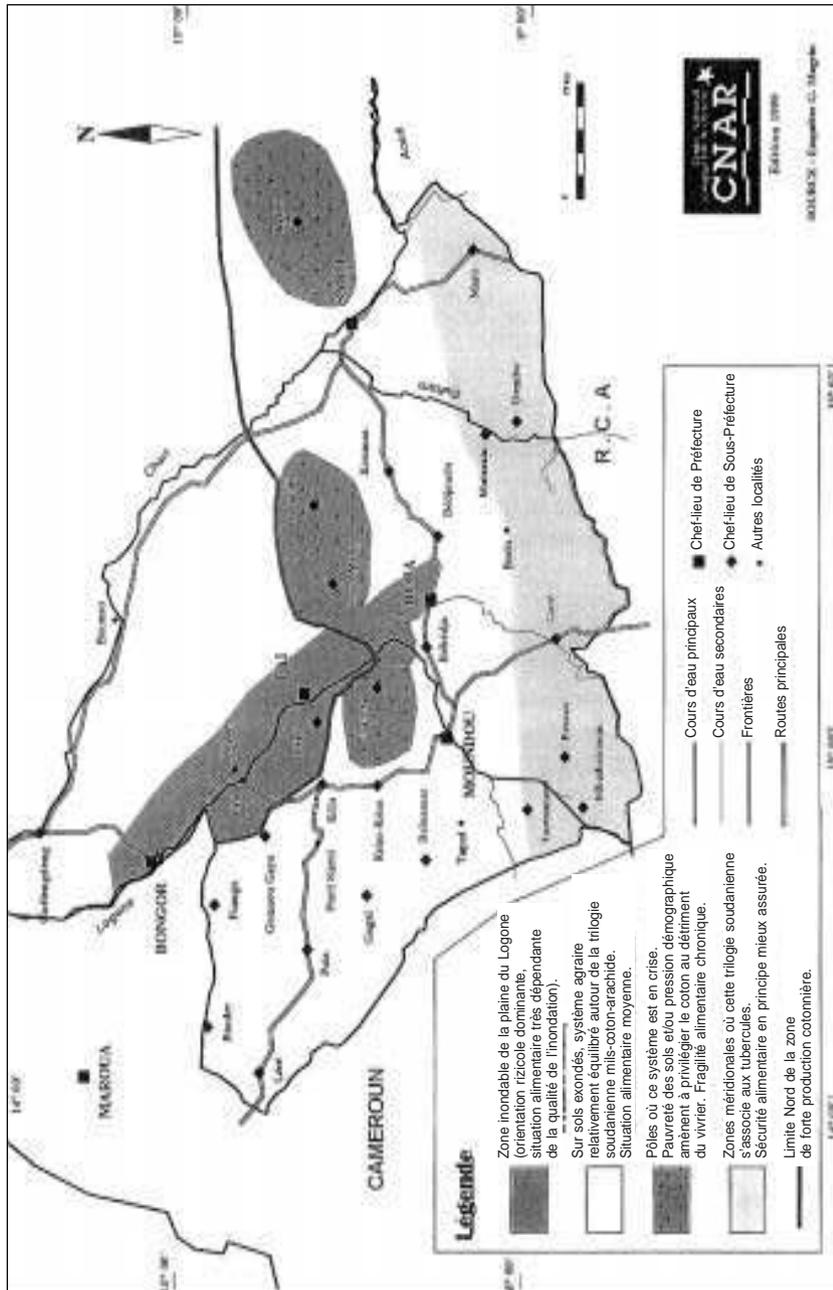
Si la soudure a été partout particulièrement difficile en 1998, la disette n'a pas sévi avec une égale intensité dans l'ensemble du sud tchadien. En considérant la famine de 1984 comme point de comparaison, il est possible d'esquisser une géographie approximative de la crise alimentaire, en distinguant les grandes zones plus ou moins touchées. A petite échelle, les espaces les plus affectés correspondent à une aire qui dessine un vaste triangle Bongor/Beïnamar/Goundi, ainsi qu'une poche plus isolée autour de Kyabé. Ce triangle de la faim, où la disette a pris des allures de famine, couvrait environ un gros quart de la superficie de la zone soudanienne.

- D'impossibles corrélations spatiales. — La mise en relation de certaines causes de « famine » fréquemment évoquées avec la géographie des espaces les plus touchés révèle l'absence de corrélation simple entre un type de cause (insécurité, nature des sols, orientation des cultures) et l'intensité de la crise alimentaire. Si l'insécurité a considérablement contribué à la dégradation de la situation alimentaire dans les zones de Bénoye et de Beïnamar, la deuxième grande zone concernée par l'insécurité (de Baïbokoum à Bodo) a moins souffert de la disette. De même, si les plaines inondables rizicoles du moyen Logone apparaissaient globalement en 1998 comme le type d'espace le plus affecté par la pénurie alimentaire, certaines plaines inondables ont été relativement peu affectées, comme la région de Doba. En outre, si certaines zones exondées, dans l'ensemble plus sableuses et cotonnières, ont été également durement frappées par la crise vivrière (Bénoye, Dono Manga, Goundi, Kyabé), les zones relativement épargnées se retrouvent également sur des terres exondées, plus ou moins sableuses. Ces dernières correspondent aux régions méridionales fortes productrices de manioc (de Baïbokoum à Maro), ainsi qu'à l'ouest du Mayo Kebbi, puis aux espaces situés entre Doba et Sarh, en passant par les pays du Mandoul. Quoique très divers à maints égards, ces espaces comptent tous des pôles de forte production cotonnière.

- Les villes et les frontières épargnées. — Dans certains types d'espaces, les effets de la disette ont été moins sensibles qu'ailleurs, ou du moins ont



CARTE 2. — Une disette à géographie variable (juin-septembre 1998).



CARTE 3. — Orientations agricoles et situations alimentaires.

pu être atténués. Une des particularités de cette crise alimentaire est d'avoir été essentiellement rurale. En ville et dans les grands marchés hebdomadaires de brousse, les populations ont toujours pu trouver des céréales, même si leur prix s'était envolé. Si les citadins ont dû limiter leur consommation, il n'a pas été fait état de morts de faim en milieu urbain. Par ailleurs, les villes qui possèdent une capacité importante de transport propre, c'est-à-dire où les transporteurs sont nombreux, ont également été avantagées : les commerçants locaux ont pu aller chercher des vivres à l'extérieur, même quand les conditions d'enclavement étaient contraignantes (ceux de Fianga ont acheté d'abord du berbéré du Salamat à N'Djaména avant d'acheminer du maïs depuis le Cameroun quand les pluies ont coupé la route de N'Djaména). De même, les zones frontalières ont pu compenser les pénuries céréalières locales : Baïbokoum s'est ravitaillée en août grâce au mil de RCA, Fianga grâce au maïs camerounais. Ces céréales étaient alors disponibles à des prix beaucoup plus bas qu'au Tchad.

L'absence totale et prolongée des céréales (sur plusieurs semaines) a donc surtout concerné les zones enclavées, à l'écart des villes principales, des axes de communication et des frontières. L'interprétation de cette crise alimentaire, et, au-delà, des problèmes chroniques de sécurité alimentaire de la zone méridionale du Tchad, doit s'appuyer sur ces distinctions géographiques pour éclairer certains discours explicatifs des acteurs du développement, discours parfois empreints d'idéologie.

L'interprétation de la crise : facteurs enchevêtrés et boucs émissaires

Le jeu conjugué, en une même année, de quelques-unes des contraintes souvent évoquées pour expliquer le sous-développement du Tchad explique la disette de l'hivernage 1998. On peut citer pêle-mêle la vulnérabilité face aux caprices du temps et les difficultés de circulation : l'instabilité politique, l'insécurité ; la dépendance vis-à-vis de l'extérieur ou encore des obstacles sociologiques. En revanche, la part respective de chacun de ces facteurs reste difficile à établir.

La pluie et la Banque mondiale contre les paysans

- Des précipitations capricieuses. — La disette de 1998 n'est pas la conséquence d'une sécheresse, contrairement à la famine de 1984. Au cours de la saison des pluies de 1997, les totaux pluviométriques ont été très convenables dans le Tchad méridional : ils ont presque partout dépassé 1 000 mm, et même atteint plus de 1 300 mm à Bénoué. En revanche, la répartition des pluies a été presque partout très mauvaise. Dans les zones rizicoles, le

rythme trop rapide de l'inondation a eu des effets très négatifs sur la production, alors que partout les précipitations de fin de saison des pluies endommageaient les céréales au moment des récoltes. Lors de la campagne 1998-1999, l'interruption des précipitations en début de saison des pluies a retardé l'arrivée des cultures précoces, allongeant la période de soudure alors que les greniers étaient vides depuis longtemps.

- La Banque mondiale, responsable de la « famine » ?. — Le facteur principal de la disette, dans certaines zones⁷, a été le retard du paiement du coton. L'année 1997-1998 a marqué le record historique de la production de coton au Tchad (264 000 tonnes de coton graine). Or, la pénurie généralisée de carburant au Tchad, lors du premier semestre de 1998, a entraîné un retard considérable dans le déroulement de la campagne cotonnière et notamment dans l'achat du coton.

C'est la région de Dono Manga qui a le plus pâti des retards de l'évacuation du coton. Autour de Dono Manga, les systèmes agraires sont en crise : les sols sont pauvres et appauvris par le raccourcissement des jachères sous l'effet de la croissance démographique. Les paysans ont tendance, depuis plusieurs années, à privilégier le coton pour compenser la trop faible productivité du sorgho, décimé par le striga. En cette année de production cotonnière exceptionnelle, la stratégie qui consistait pour les paysans à acheter des céréales avec l'argent du coton n'a pu être mise en œuvre à cause du retard de l'achat du coton. Le coton n'a pu être payé avant le mois d'août, alors que le prix du mil dépassait 40 000 Fcfa par sac de 100 kg⁸. En fait, le plus souvent, la pénurie était complète, ce qui rendait impossible l'achat des céréales, même avec de l'argent.

La situation de la région de Dono Manga au mois d'août constitue un exemple significatif des difficultés d'articulation d'une économie paysanne avec les logiques et les effets de la mondialisation. En remontant la chaîne des causalités, on constate ainsi que la situation de crise alimentaire très sévère a pour cause directe la pénurie de carburant dont a souffert, avec tout le pays, la société cotonnière. Cette pénurie de carburant a été provoquée par la conjonction d'une panne des raffineries nigérianes et d'une mesure fiscale du gouvernement tchadien⁹, qui a provoqué l'arrêt de l'approvisionnement du pays par les grandes compagnies pétrolières. Or, les Plans d'ajustement structurels menés sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale sont en partie à l'origine de ces événements. C'est à eux que l'on doit, dans une certaine mesure et entre autres raisons, le mauvais entretien et donc la panne des raffineries nigérianes, mais surtout ce sont eux qui ont motivé la nouvelle disposition fiscale du gouvernement tchadien, dont le but était de satisfaire aux exigences macro-économiques qui conditionnent la poursuite des

7. C'est le cas des zones de Larmanaye et de Beïnamar, mais surtout de la région de Dono Manga.

8. Contre 5 000 à 8 000 Fcfa en octobre, après la récolte, selon le type de céréale.

9. La suppression des entrepôts fictifs.

décassements des institutions de Bretton Woods. On peut donc affirmer, en forçant un peu le trait, que la Banque mondiale (avec le FMI), censée lutter contre la pauvreté, détient une part de responsabilité dans l'enchevêtrement des causes qui ont conduit à la disette qu'ont connue les paysans de Dono Manga entre juin et octobre 1998. Cet exemple montre surtout la faible maîtrise des sociétés paysannes sur les conditions économiques où elles évoluent et leur grande vulnérabilité par rapport à un environnement mouvant.

L'insécurité : crises et contexte

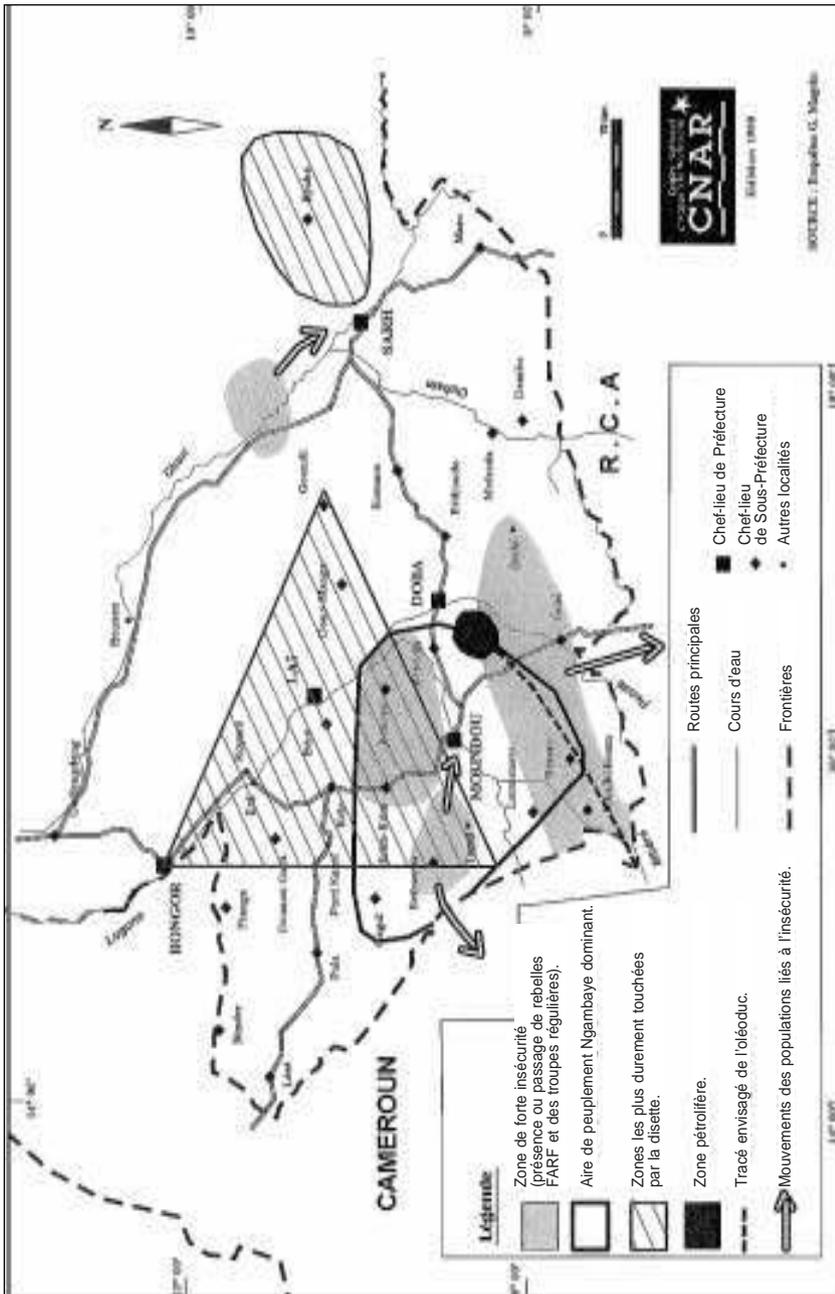
- Les suites de la « guerre de Moundou »¹⁰. — De même que les grandes famines accompagnent souvent les guerres (Éthiopie 1984, Sud Soudan 1998), la précarité alimentaire récurrente de la zone soudanienne du Tchad va de pair avec une situation d'insécurité chronique depuis vingt ans. Point de grande famine mais des disettes. Point de grande guerre mais des troubles politico-militaires récurrents. Le facteur politique a joué, en 1998, un rôle perturbateur considérable dans certaines zones, et contribue à expliquer la dégradation de la situation alimentaire. La présence concomitante, en brousse, des FARF chassées de Moundou et des militaires envoyés à leur poursuite, exerçant de multiples violences sur les villageois, a entretenu un climat de très forte insécurité dans les deux Logones, lequel a culminé en mars-avril 1998. Deux zones ont été principalement affectées : le *koro*¹¹ de Bénoye (Bénoye, Bébalem, Bao, Krim-Krim), et un croissant allant de la région de Baïbokoum aux abords de la zone pétrolifère, en passant par Besao et Donia.

Ces troubles déstabilisent l'économie paysanne à différents niveaux. Ils exercent d'une part des effets directs, sous la forme de pillages de cases ou de greniers, mais aussi de vols fréquents de petit bétail (poulets, chèvres et moutons), lequel joue d'ordinaire un rôle important au moment de la soudure. Ils ont d'autre part de lourdes implications indirectes, en conduisant les paysans à mettre en œuvre des stratégies de fuite, qui amènent soit une consommation anormalement élevée de céréales (partir ou mourir le ventre plein), soit la vente rapide des réserves de céréales, qui procure l'argent que l'on pourra emporter dans sa fuite.

- Les éleveurs contre le manioc. — L'arrivée massive des éleveurs dans le sud du pays depuis le milieu des années 1980 a également contribué à

10. Les journaux tchadiens ont appelé « guerre de Moundou » les affrontements du 30 octobre 1997, dans la capitale du Logone occidental, où l'armée régulière a entrepris d'éliminer les Forces armées pour la République fédérale (FARF) de Laokein Bardé, mouvement politico-militaire alors en voie de légalisation.

11. Le terme *koro* désigne notamment des plateaux sableux, interfluves des bassins moyens du Chari et du Logone.



CARTE 4. — La zone soudanienne en turbulence (oct. 97-mai 98). L'insécurité sème-t-elle la famine ?

la dégradation du climat de sécurité, en donnant lieu à des conflits fréquents et parfois violents entre éleveurs peuls ou arabes et agriculteurs sara (Buijtenhuis 1995 : 21-30). La principale cause de conflit réside dans la dévastation des champs par les troupeaux. Les champs de manioc, dont les feuilles restent vertes pendant la saison sèche alors que les troupeaux sont les plus nombreux, sont des objets privilégiés de ces différends. Or, le développement du manioc au Tchad est étroitement lié, historiquement, à la problématique de la sécurité alimentaire. Il a été introduit par l'administration coloniale à la suite de la famine de 1931-1932, car il présente l'avantage de demander peu de travail, de rester longtemps disponible en terre, et de pouvoir « s'intercaler dans les temps morts de la culture cotonnière » (Sautter 1958 : 21). Le fait que la « famine » ait moins durement frappé en 1998 les pays du manioc que sont les zones méridionales riveraines de la frontière centrafricaine (de Baïbokoum à Maro) tend à montrer une certaine actualité de cette fonction régulatrice du manioc en situation de crise alimentaire.

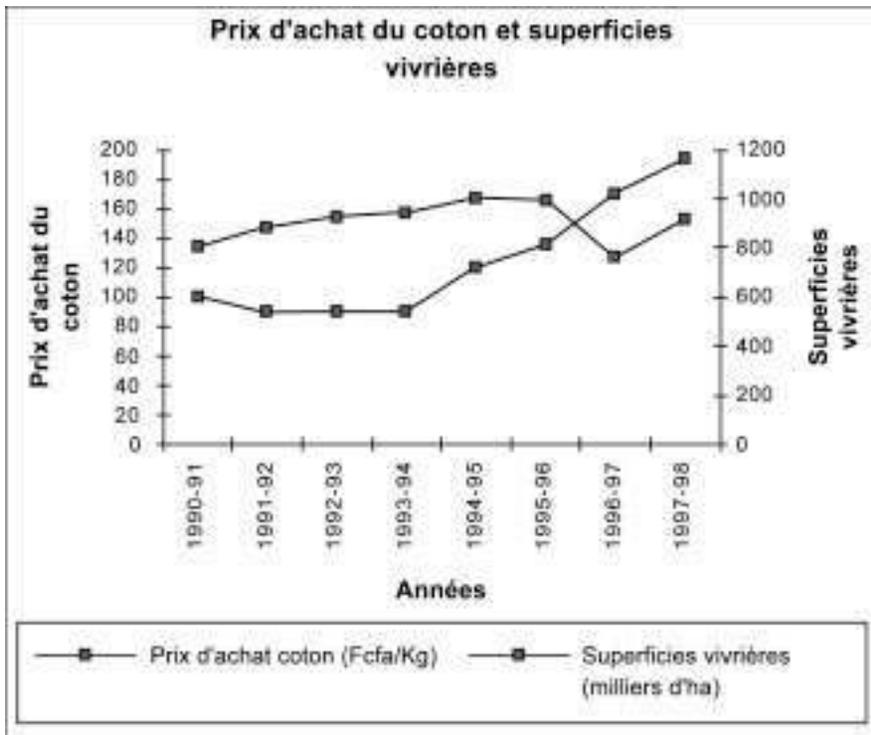
Pour autant, il est malaisé d'apprécier l'évolution de la culture du manioc au Tchad dans le nouveau contexte de cohabitation conflictuelle des éleveurs et des agriculteurs. Les observations actuelles sur l'importance du manioc et surtout sur les dynamiques de cette culture semblent contradictoires. Les paysans se plaignent d'être contraints soit de réduire leurs cultures de tubercules, soit de les rapprocher de leurs cases pour mieux les surveiller. À l'inverse, les éleveurs dénoncent l'augmentation des superficies de manioc (Arditi 1999), qui gênent les déplacements de leurs troupeaux, notamment près des points d'eau.

Les facteurs internes : cigales et fourmis, imprévoyants et spéculateurs

- Coton et vivrier : les vases communicants ? — Pour résoudre le paradoxe qui voit la coexistence d'une production cotonnière record, génératrice de revenus élevés pour les paysans, d'une récolte de céréales dans l'ensemble convenable et d'une disette très dure, le rôle du coton est toujours le premier mis en cause, notamment par les instances non étatiques de l'encadrement (ONG, Églises). À l'échelle très générale de l'ensemble de la zone soudanienne, la hausse du prix d'achat du coton, depuis quelques années, aurait conduit à la diminution des superficies consacrées aux cultures vivrières (cf. graphique ci-dessous).

Après une augmentation régulière entre 1988 et 1994, les superficies vivrières auraient diminué au moment de l'augmentation du prix d'achat du coton, et ce, durant deux années consécutives. Mais on constate que les surfaces dévolues aux cultures vivrières ont augmenté durant la campagne 1997-1998, alors que le prix du coton augmentait lui aussi. Or, ce sont les piètres résultats de cette campagne qui sont incriminés dans la disette de 1998. Par ailleurs, la diminution de la production de coton en 1998-1999

correspond à un réajustement paysan, par rapport aux déboires subis au cours de la campagne précédente. Certains observateurs craignent cependant que cette diminution de la production cotonnière n'amène une commercialisation accrue des produits vivriers — pour satisfaire les besoins monétaires — et n'ait donc guère d'impact positif sur la situation alimentaire. Les relations entre l'évolution des superficies cotonnières, les cultures vivrières et les déséquilibres alimentaires semblent donc plus complexes que la corrélation simple qui est souvent présentée.



Sources : Prix d'achat du coton : ONDR-DSN, Suivi Évaluation ; superficies vivrières : *Annuaire des statistiques agricoles année 1995*, Rep. Tchad, Min. agr., Division de la statistique agricole, décembre 1996, p. 63, et, pour les deux dernières années, rapports de campagne en cours de rédaction de l'ONDR-DSN.

- « L'imprévoyance des indigènes » et l'alcoolisme. — Un des facteurs les plus couramment évoqués pour expliquer les problèmes de sécurité alimentaire est celui de la gestion des revenus des paysans. Il est intéressant d'observer la remarquable continuité du discours tenu par les structures d'encadrement à ce sujet. A l'époque coloniale, les administrateurs étaient unanimes à déplorer « l'imprévoyance des indigènes ». Aujourd'hui, les institutions en charge du développement rural, qu'elles soient étatiques

(ONDR) ou non (ONG), ne cessent de condamner les comportements jugés irrationnels des producteurs, qui les amènent à consommer à un moment de l'année plus que ce qui leur permettrait d'atteindre à la prochaine récolte.

Par rapport à ce problème de gestion des revenus ruraux, la consommation d'alcool, et principalement des alcools locaux (bili-bili, koshett, argui¹²) occupe une place particulière. Elle est aussi l'objet d'une constante dénonciation de la part des acteurs du développement. Or, il est difficile d'appréhender à la fois le niveau et l'évolution de la consommation de ces alcools traditionnels, et par conséquent de déterminer ses effets sur la sécurité alimentaire. Il est seulement certain que la consommation des alcools locaux, y compris en grande quantité, ne constitue pas un phénomène nouveau, puisque G. Nachtigal l'observait déjà en 1872, chez les Sara de la région de Goundi : « They are [...] passionate devotees of *merissa*, and become thoroughly intoxicated with it » (Nachtigal 1987 : 389). D'après J. Cabot (1964 : 138), dans les années 1950, le tiers de la production de sorgho rouge en pays N'Gambaye était consacré à la fabrication de la bili-bili. L'évêque de Pala estimait ensuite en 1980 que « plus de la moitié de la récolte de mil est ainsi gaspillée » (Bouchard 1980, cité par Amatréo 1997-1998 : 158). Tout ceci semble contredire en partie l'opinion assez répandue selon laquelle la consommation de ces alcools aurait beaucoup augmenté depuis quelques années, alors qu'elle n'aurait été autrefois que circonscrite aux fêtes marquant les grandes étapes du calendrier agraire.

D'après nos enquêtes, dans la ville de Baïbokoum, le nombre de cabarets permanents a été multiplié par quatre depuis 1972 (une vingtaine actuellement) ; une douzaine de femmes sont des préparatrices professionnelles qui produisent la bili-bili très régulièrement, mais elles sont entre trente et cinquante à préparer la bili-bili entre décembre et février, période où les céréales sont bon marché et l'eau encore disponible en ville. Au total, un peu plus de 160 tonnes de mil seraient consacrées à la fabrication de la bili-bili par an à Baïbokoum, soit environ 20 % des besoins estimés en céréales pour la population de la ville¹³. Cela pourrait inciter à revoir à la baisse les estimations de J. Cabot, et plus encore celle de l'évêque de Pala. Pour autant, ces 20 % de la consommation annuelle de céréales représentent plus de deux mois de consommation, soit l'équivalent de ce qui est consommé lors de la période de soudure.

Quoi qu'il en soit, la question de l'interprétation de la consommation de l'alcool dans les sociétés rurales reste posée, entre un fait de société ancien, dont seule la perception par certaines structures d'encadrement aurait changé, et l'éventuelle expression récente d'un profond désarroi socioculturel.

12. La bili-bili, ou bière de mil, est élaborée principalement à partir de sorgho rouge. La koshett, boisson plus légèrement alcoolisée, se prépare le plus souvent avec du riz, mais aussi avec des sorghos blancs. L'argui est une eau-de-vie distillée, produite indifféremment avec du manioc ou du mil.

13. Sur la base d'une consommation de mil de 800 tonnes, à raison de 160 kg par an et par habitant, pour une population d'environ 5 000 habitants, d'après le recensement de 1993.

• Une activité suspecte : le commerce des céréales. — Au même titre que le coton, les commerçants de céréales constituent l'archétype du bouc émissaire, désignés comme responsables des famines. Le commerçant de céréales — longtemps uniquement musulman — est l'objet de clichés anciens et tenaces, de l'époque coloniale à la période actuelle. Administrateurs puis agents de développement, missions religieuses et ONG ont toujours véhiculé l'idée, reprise quasiment textuellement, selon laquelle « les commerçants de céréales achètent le mil à la récolte à vil prix, et le revendent à la soudure à des prix exorbitants, en réalisant des bénéfices considérables ».

Cette image mérite pourtant d'être nuancée. Il convient de rappeler d'abord que le commerce des céréales est une activité risquée, où les fluctuations des prix sont souvent imprévisibles. Cette réalité ancienne est accentuée aujourd'hui par la multiplication des intervenants sur la filière : aux commerçants musulmans se sont ajoutés des commerçants originaires du sud, souvent des femmes — que l'on appelle les femmes « Mosso » —, mais aussi des producteurs organisés (à partir des greniers communautaires), et cette complexification rend plus difficile le contrôle des prix par quelques spéculateurs. Par rapport à la disette de 1998, on peut également remarquer que là où la situation alimentaire a été la plus dégradée, on ne trouvait plus du tout de céréales ; et que d'autre part, dans certaines zones, c'est le dynamisme des commerçants locaux qui a permis d'éviter le pire, puisqu'ils allaient chercher à l'extérieur les céréales nécessaires (Fianga).

Du côté de l'administration territoriale, l'analyse des causes de la crise alimentaire a souvent pris la forme d'un discours dénonçant les « sorties de céréales », assorti de mesures d'interdiction des sorties de celles-ci. On les a parfois interprétées comme une interdiction d'exporter vers les pays voisins, ou comme une interdiction de sortie des céréales hors des limites de la sous-préfecture d'origine. La mesure n'a de toutes façons guère été appliquée. Quoi qu'il en soit, l'idée que l'interdiction d'exporter les céréales va dans le sens de la sécurité alimentaire est toute illusoire, puisque les exportations de « céréales » tchadiennes vers le Cameroun, le Nigeria ou la Centrafrique sont composées aux trois quarts d'arachides, et que c'est le mil, et non l'arachide, qui est principalement en jeu en matière de sécurité alimentaire¹⁴.

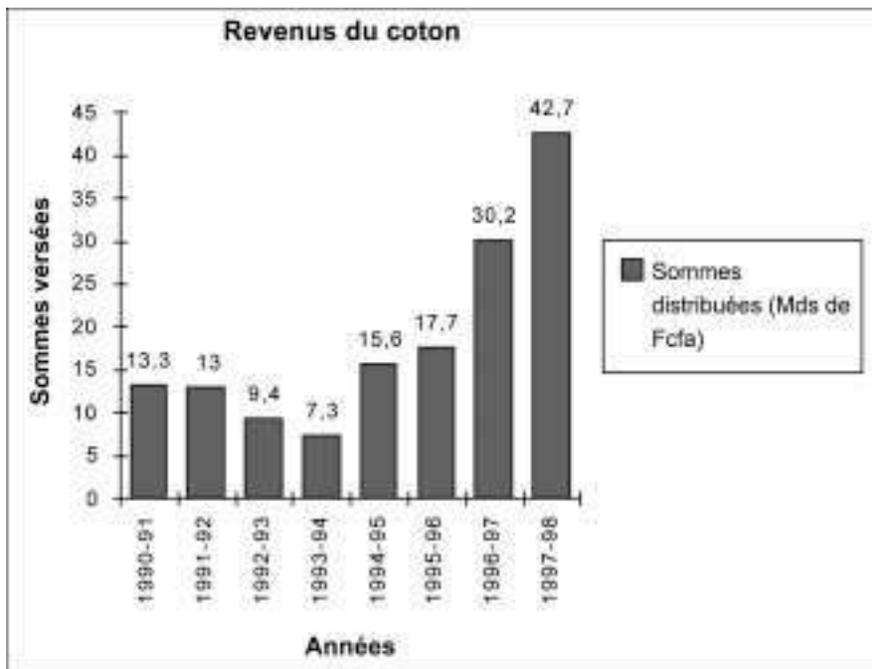
Par ailleurs, dans la zone rizicole, les autorités administratives ont rendu l'achat de céréales par les brasseries du Logone, basées à Moundou, responsables de la « famine » de 1998. Depuis la dévaluation du franc cfa en 1994, les Brasseries du Logone ont en effet entrepris d'intégrer davantage de matières premières locales dans la fabrication de la bière Gala. Cela passait notamment par l'achat annuel d'environ 1 000 tonnes de paddy, dans la zone rizicole de Lai — Béré — Kélo. Or, ces 1 000 tonnes ne représentent qu'une très faible part (environ 3-4 %) d'une production qui, lors des très

14. Les arachides ne sont pas des céréales, mais leur commercialisation s'apparente à celle des céréales : elles ont le même conditionnement en sacs de 100 kg, les mêmes producteurs, les mêmes commerçants, les mêmes marchés, d'où la confusion, plus ou moins volontaire, de certains administrateurs.

mauvaises années comme 1996-1997 et 1997-1998, avoisine les 30 000 tonnes¹⁵. En revanche, on peut émettre l'hypothèse que la politique d'achat de cette société, en tirant les prix vers le haut, a perturbé les activités des commerçants de riz qui auraient eu intérêt à dénoncer le rôle pernicieux des Brasseries, et auraient été d'autant mieux entendus qu'ils possèdent des relais jusqu'à des niveaux élevés de l'administration.

Un système qui s'emballe ?

Une dernière hypothèse peut être proposée pour rendre compte de la disette de 1998, qui montrerait le rôle du coton dans les mutations du système de l'économie rurale. Depuis cinq ans environ, avec l'augmentation de la production du coton, les revenus distribués par l'activité cotonnière ont augmenté de façon considérable (cf. graphique ci-dessous). Il a été versé aux producteurs autant d'argent pour la campagne 1997-1998 que pour les quatre



NB : Calcul réalisé à partir de ONDR-DSN, *Rapport d'activité campagne 1996-1997*, p. 190, et rapport 1997-1998 en cours d'élaboration.

— le prix d'achat est celui du coton de première catégorie, qui constitue au cours des dernières années près de 95 % du coton acheté.

— le calcul des sommes distribuées intègre la retenue du montant des intrants avancés à crédit, qui représente 15-20 % des sommes totales.

15. D'après l'ONDR-DSN.

années de 1990 à 1993 réunies (certes avant la dévaluation du franc cfa), et deux fois et demi plus d'argent dans les quatre années 1994-1997 que dans les quatre années 1990-1993.

Pour des raisons complexes¹⁶, ces sommes n'ont été que très faiblement investies dans le domaine productif. Par ailleurs, au cours de ces trois ou quatre dernières années, il semble que l'on assiste, du moins dans certaines régions, à l'augmentation du nombre des marchés hebdomadaires. Ce phénomène peut se comprendre comme une conséquence directe de l'augmentation de la circulation monétaire, liée à l'augmentation des revenus cotonniers. Les commerçants se rendent en plus grand nombre sur les marchés de brousse, où il existe, au moins à certaines périodes, une plus forte demande solvable. Cela peut inciter les paysans à consommer davantage, mais aussi à vendre davantage leurs céréales (pour consommer). A ces échanges s'ajoutent la fabrication et la consommation accrues d'alcools locaux qui accompagnent inévitablement la création de ces marchés de brousse. Un grand marché hebdomadaire a ainsi été créé il y a deux ans à Péni (entre Doba et Koumra), sous l'égide du chef de canton. Sur le grand axe est/ouest, les gros porteurs camerounais viennent nombreux entre novembre et mars acheter les arachides de la haute vallée du Mandoul. D'après le responsable du volet agricole du Bureau d'étude et de liaison pour les actions caritatives et le développement (BELACD)¹⁷ de Koumra, les moyennes de stockage dans les greniers de soudure, appuyés par l'ONG, auraient diminué autour de ce marché depuis sa création, passant de quatre ou cinq sacs par membre à trois sacs. Ainsi, le nouveau contexte cotonnier aurait effectivement des conséquences sur la situation vivrière, mais pas, dans l'ensemble, de façon aussi simple et directe que ce que l'on prétend souvent.

*

À la différence d'une économie vivrière sahélienne menacée de famine en permanence, celle de la zone soudanienne apparaît comme une économie de disettes. La disette particulièrement aiguë de l'année 1998 peut être interprétée comme une crise révélant un dérèglement du système de l'économie rurale sous l'effet de causes multiples. Cette notion de crise doit être lue de façon dialectique, comme un moment d'intense dérèglement du système, théoriquement aigu mais bref, qui doit être dépassé et conduire à la mise en place d'un nouveau système avec de nouveaux instruments de régulation. Ainsi, la crise actuelle permettra, peut-être, de susciter un intérêt accru des

16. Notamment l'insécurité, l'insuffisance de l'offre de matériel agricole et du crédit, ainsi que des blocages sociologiques des sociétés sara face à l'accumulation individuelle.

17. Une des principales ONG de la zone cotonnière, émanation de l'Église catholique.

paysans pour les greniers communautaires et autres caisses d'épargne et de crédit, et de stimuler la conception, par l'État et les bailleurs de fonds, de mécanismes de régulation appropriés.

Au-delà de la gestion technique des épisodes de famine, la complexité de la crise alimentaire de 1998 doit aussi inviter à s'interroger sur le rôle des structures d'encadrement dans la relation du coton et de la sécurité alimentaire. La culture du coton n'a pas eu au Tchad les mêmes effets bénéfiques sur l'agriculture que dans d'autres zones cotonnières africaines comme celles du Mali ou du Nord-Cameroun, où la culture de rente a constitué un vecteur décisif du progrès agricole. Cela tient en grande partie à l'anthropologie du développement, influencée par le lourd héritage historique de la culture forcée : nulle part sans doute autant qu'au Tchad ne s'est établie une telle dichotomie antagoniste entre les promoteurs de la culture du coton (société cotonnière, ONDR) et les structures d'encadrement non étatiques (ONG, Églises). Cette opposition idéologique n'a guère évolué au cours des dernières années, alors que les mutations de la filière cotonnière (réorganisation de la filière, hausse des prix et de la production) affectaient l'ensemble du système économique.

Or, vue l'importance de la culture du coton dans les transformations de l'économie et de la société rurale, et son enracinement dans les stratégies des producteurs, il semble vain aujourd'hui de prendre parti par rapport à ces deux pôles opposés que seraient la défense de la filière cotonnière, ou l'hostilité absolue à son encontre. La crise alimentaire de 1998 montre, au contraire, l'urgence qu'il y aurait, pour la société cotonnière comme pour les acteurs non étatiques du développement, à travailler de façon prioritaire sur l'articulation de l'économie cotonnière avec l'ensemble de l'économie rurale, et notamment la production vivrière.

Université de Paris I/Pôle régional de recherche appliquée au développement des Savanes d'Afrique centrale (PRASAC), N'Djaména.

BIBLIOGRAPHIE

AMATKRÉO, A.

1997-1998 *Des causes sociales de la famine : études socio-anthropologiques dans les régions Kéra et Musey du Mayo-Kebbi au Tchad*, mémoire de maîtrise, Yaoundé, Faculté catholique.

ARDITI, C.

1999 « Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? », in C. BAROIN & J. BOUTRAIS, eds, *L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad*, Actes du colloque du Réseau Méga-Tchad, Orléans, 15-17 octobre 1997, Paris, IRD : 555-573.

ARDITI, C. & HANKEY, C. P.

1991 *Évaluation socio-économique et financière de l'Office national des céréales — Tchad*, 2 vols, Commission des communautés européennes.

AUFFRET, H. *et al.*

1974 *Production et commercialisation des céréales — Tchad*, 2 vols, Nations Unies.

BOUCHARD, J.-C. (M^{gr})

1980 « Pour se libérer des méfaits de l'alcool », *Lettre aux communautés chrétiennes de l'Église de Pala — Tchad*.

BUIJTENHUIS, R.

1995 « La situation dans le sud du Tchad », *Afrique contemporaine*, 175 : 21-30.

CABOT, J.

1964 *Le bassin du Moyen-Logone*, Paris, ORSTOM.

CHRÉAC'H, P.

1993 *Se nourrir au Sahel*, Paris, L'Harmattan.

GAIDE, M.

1956 « Au Tchad, les transformations subies par l'agriculture traditionnelle sous l'influence de la culture cotonnière », *L'Agronomie tropicale*, XI (5-6) : 597-623, 707-731.

MAGNANT, J.-P.

1983 *La terre sara, terre tchadienne*, Paris, L'Harmattan.

MAGRIN, G.

1999 *Des famines au Tchad utile. Réflexions sur les relations entre coton et sécurité alimentaire dans la zone soudanienne du Tchad*, Paris, PRASAC/Observatoire du développement.

NACHTIGAL, G.

1987 [1879-1889] *Sahara and Sudan*, vol. III : *The Chad Basin and Bagirmi*, London, Hurst & Co.

SAUTTER, G.

1958 *Le chemin de fer Bangui-Tchad dans son contexte économique régional. Étude géographique de l'économie des transports au Tchad et dans le nord de l'Oubangui*, Bangui, Société civile d'études du chemin de fer.

SCHWARTZ, A.

1987 « La culture de rente se nourrit-elle de la famine en Afrique ? L'exemple du coton au Togo », in P. GESCHIERE & B. SCHLEMMER, dir., *Terrains et perspectives, l'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement*, Paris, ORSTOM.

STURZINGER, U.

1983 « Tchad : "mise en valeur", coton et développement », *Tiers Monde*, XXIV (95) : 643-652.

RÉSUMÉ

Alors que la production de coton tchadienne atteignait en 1997-1998, pour la deuxième année consécutive, un niveau record, la zone soudanienne était frappée par une disette très sévère, qualifiée de « famine » par les médias nationaux. Cet épisode de crise alimentaire, qui a paru surprendre les structures de l'encadrement, s'inscrit dans une histoire régionale caractérisée tout au long du xx^e siècle par une précarité alimentaire chronique. Les déstabilisations provoquées par l'introduction de la culture cotonnière dans les systèmes de culture, mais surtout dans l'organisation de la société — avec une crise des mécanismes d'entraide lignagers et l'apparition d'un certain individualisme — jouent un rôle important dans cette fragilisation.

Comme lors des épisodes de disette précédents — ceux de 1931 ou de 1984 par exemple — la crise alimentaire s'explique par la conjugaison, en une même année, d'un grand nombre de facteurs, internes ou externes. Si la priorité accordée à la culture du coton du fait de l'augmentation du prix d'achat a pu conduire certains paysans à délaisser les cultures de céréales, les éléments naturels (répartition des précipitations et rythme de l'inondation en zone rizicole), l'insécurité liée à la situation politico-militaire, la paralysie des acteurs de l'encadrement ainsi que des facteurs plus structurels, comme les difficultés de gestion des revenus agricoles au cours de l'année, ont aussi contribué au déclenchement de la crise.

ABSTRACT

Food Shortages and Cotton in Southern Chad : Complex Relations. — For the second Year in a row, the cotton yield has set a record even as Chad has experienced severe food shortages—dubbed a "famine" in the national media. Although this episode apparently surprised officials, it fits into the region's history, characterized by chronic food supply problems throughout the 20th century. To a large degree, it can be set down to the fact that introducing cotton has destabilized not only traditional farming systems but, even more, the social organization (a crisis in lineage-based mutual aid and the emergence of individualism).

As during previous food shortages (in 1931 or 1984, for example), the current one is explained by the coming together of several internal and external factors in a single year. The priority given to growing cotton (due to rising prices) might have led some farmers to neglect planting cereals; but natural causes (rainfall, the rhythm of flooding in rice-growing areas), the insecurity related to the political and military situation, the paralysis of officials, and, too, more structural factors (such as the difficulty of managing farm income) also helped set off the crisis.

Mots clés/Keywords : Tchad, commerce des céréales, coton, cultures vivrières, insécurité, relations éleveurs/agriculteurs, sécurité alimentaire, zone soudanienne/Chad, cereal trade, cotton, food supply, insecurity, relations between herders and farmers.